

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention
des risques environnementaux

ARRÊTÉ
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 modifié le 6 décembre 2017 autorisant M. Benoît Le Helloco à exploiter un élevage avicole au 2 Le Rohel à Saint-Martin-des-Prés ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 portant ouverture d'une enquête publique pour le projet présenté par l'EARL AVI'OUST du 18 novembre 2019 au 19 décembre 2019 ;
- VU l'attestation du 21 février 2018 de mise en société de l'élevage avicole exploité au 2 Le Rohel à Saint-Martin-des-Prés de M. Benoît Le Helloco au nom de l'EARL AVI'OUST dont le siège social est situé au 23 Langlo à Merléac ;
- VU la demande présentée le 29 mai 2019 et complétée le 22 juillet 2019 par l'EARL AVI'OUST représentée par M. Benoît Le Helloco, siège social au 23 Langlo à Merléac, en vue d'effectuer à Saint-Martin-des-Prés au 2 Le Rohel l'extension de l'atelier volaille multi-espèces à 150255 emplacements avec la construction d'un poulailler et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 19 septembre 2019 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 4 juin 2019 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 4 juin 2019 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 4 juin 2019 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Saint-Martin-des-Prés, Merléac, Allineuc, La Harmoye, Le Bodéo ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 novembre 2019 au 6 décembre 2019 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint-Martin-des-Prés pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;

- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 février 2020 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 13 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'élevage avicole est dûment autorisé au titre des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'installation et le nouveau bâtiment en projet seront situés à distance réglementaire des tiers et points d'eau ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion des déjections est mis à jour et que l'exploitant composte et transfère la totalité des effluents produits ;

CONSIDÉRANT que les meilleurs techniques disponibles (MTD) sont prises en compte ;

CONSIDÉRANT les avis favorables des conseils municipaux et services contributeurs consultés ainsi que celui du commissaire enquêteur assorti d'une recommandation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu à toutes les demandes et observations ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'erreur dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2020 celui-ci est rapporté ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'EARL AVI'OUST, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au 23 Langlo à Merléac, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au 2 Le Rohel à Saint-Martin-des-Prés, un élevage de volailles de chair multi-espèces dont la capacité maximale est de 150255 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 24928 uN/an et la quantité de phosphore à 23439 uP2O5/an.

Article 2 : Nature des installations

2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

rubrique	alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volailles	Nombre total d'emplacements	> 40 000	1 place = 1 emplacement	150255	emplacements

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2. Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur les communes, parcelles et section suivantes

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
Saint-Martin-des-Prés	Élevage avicole	C3	406 – 407 – 408 – 409
Merléac	Unité de compostage	ZA	23

2.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

3.1. Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées

Bâtiments	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1 : 1270 m ²	Sol claustration	Litière
P2 : 1500 m ²	Sol claustration	Litière
P3 : 2000 m ²	Sol claustration	litière

3.2. Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.3. Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler doivent être collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.4. L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

3.5. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

Article 4 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

4.1. . L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.2. L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3. L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 5 : Respect des meilleures techniques disponibles (MTD)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 6 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage

L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation. Ce procédé (stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique) vise à l'obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou épandu.

6.1. Le produit obtenu doit répondre aux critères imposés par la **norme NFU-42 001**.

6.2. Pour la mise en œuvre du procédé, l'exploitant dispose :

D'une plate-forme couverte, bétonnée et maintenue en parfait état d'étanchéité d'une surface de 375 m² offrant une capacité de production et de stockage d'au moins 2 mois. »

Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions. Cet équipement est entretenu et ne doit pas générer d'écoulement vers le milieu.

6.2.1. Localisation de la plate-forme de compostage ou hangar

Commune	Section	Parcelle	Surface totale	Caractéristiques
Merléac	ZA	23	378 m ²	Bâtiment couvert Hauteur des murs : 3 m hauteur du faîtage : 9,4 m Surface compostage : 375 m ²

6.2.2. Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

6.2.3. La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, une hauteur maximale des andains de 2 mètres sera appliquée, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

6.2.4. Cas d'une plate-forme couverte

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui sont, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

6.2.5. L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre du procédé de compostage soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

6.3. Contrôle et suivi du compostage

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

6.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée ou le cahier des charges d'un des CMO validés par la DREAL Bretagne, et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.

6.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage *par catégorie si nécessaire* ;
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement) ;
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport ;
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température) ;
- les dates des retournements ultérieurs ;
- la date de l'entrée en maturation ;
- le bilan matière dans la mesure où l'exploitant bénéficie d'un abattement d'azote.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

6.3.3. Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

6.3.4. Pour les composts qui sont non-conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

6.4 Utilisation du compost

*** Compost utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage**

L'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté relatif au programme d'action « nitrates ».

Le compost obtenu selon la méthodologie définie à l'article 6.3. du présent arrêté et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

*** Compost utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché par l'exploitant lui-même ou une société spécialisée**

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les différentes obligations de résultats définies par les spécifications qui s'appliquent aux produits mis sur le marché.

6.5. Gestion des flux - Traçabilité pour les compost mis sur le marché

Une convention est établie avec la société FERTILEO, qui assure la mise sur le marché pour 466 tonnes de compost par an soit 11660 unités d'azote.

Cette convention doit préciser :

- les obligations de l'exploitant – producteur ;
- les conditions de reprise ;
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Un enregistrement des cessions à la société citée dans la convention de reprise doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de compost entre l'exploitant, le transporteur et la société qui assure la reprise précisant :

- les dates de départs ;
- les références de lot ;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³ ;
- le nom du transporteur ;
- la dénomination de l'exploitant ;
- les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des composts et de proposer une mesure alternative.

6.6. Destination des produits - Obligation de transfert

Les composts mis sur le marché, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

6.7. Délais de mise en service - Dysfonctionnement

L'unité de compostage est mise en service dès la mise en œuvre du projet.

En cas de dysfonctionnement momentané, le fumier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de compostage, de réduction du plan d'épandage des composts après saturation des capacités de stockage, une mesure alternative ou transitoire conforme à la réglementation doit être proposée par l'exploitant. A défaut, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

Article 7 : Prescriptions relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par puits de surface situé sur la parcelle ZA n°47 (2°55'39,30''O , 48°18'05,60'' N) un volume annuel brut de 5057 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 31 mars et au 1er novembre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 8 : Intégration paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage et en particulier la plantation d'une haie entre le nouveau poulailler P3 et le chemin communal. Cette plantation est à réaliser au plus tard dans les 6 mois qui suivent la construction du bâtiment. Le site d'exploitation et l'ensemble des installations sont maintenus propres et entretenus en permanence.

Article 9 : Actes antérieurs

Les arrêtés préfectoraux des 19 mai 2011 et du 6 décembre 2017 sont abrogés.

Article 10 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 11 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Martin-des-Prés pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Martin-des-Prés pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

Article 12 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

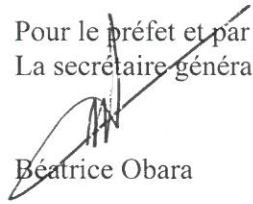
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 13 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Martin-des-Prés et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Merléac, Allineuc, La Harmoye et Le Bodéo.

Saint-Brieuc, le **18 MAI 2020**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara